

Un mondialisme d'idées – Le « Pacte pour l'avenir » des Nations unies



[Source : off-guardian.org]

Par Kit Knightly

Le Sommet de l'avenir des Nations unies est terminé. Les « grands et bons » du leadership mondial se sont réunis pendant quatre jours à New York pour ce que leur site web a appelé :

« une occasion unique de réimaginer le système multilatéral et d'engager l'Humanité sur une nouvelle voie »

... ce qui semble tout à fait charmant et pas du tout effrayant et arrogant.

L'événement de quatre jours était divisé en deux « journées d'action » et deux jours de « sommet ».

Dans les deux cas, il s'agit de noms différents pour désigner des personnes en costume assises autour de grandes tables et utilisant un jargon bureaucratique tout en faisant des grimaces de personnes importantes et sérieuses.

Le résultat est l'adoption d'un document qu'ils appellent le « Pacte pour l'avenir » – 81 pages d'un verbiage suffisant, tellement bourré de langage politique vide de sens qu'il en devient presque inintelligible (ce que James Corbett appelle le « Globalese »).

[Voir L'ONU adopte le Pacte pour l'avenir pour la version française du document.]

Voici un paragraphe choisi au hasard :

« Renforcer la coopération avec les parties prenantes, y compris la société civile, les universités, la communauté scientifique et technologique et le secteur privé, et encourager les partenariats intergénérationnels, en promouvant une approche globale de la société,

afin de partager les meilleures pratiques et de développer des idées innovantes, à long terme et tournées vers l'avenir, afin de préserver les besoins et les intérêts des générations futures. »

... *tout* est comme ça. Et j'ai *tout* lu. 81 pages.

Il n'y a pas de quoi.

En termes de contenu réel, il n'y a pas de nouvelles idées ici. Nous avons déjà vu cette liste de prétendus « problèmes » dressée par les mondialistes.

Changement climatique, conflits, insécurité alimentaire, pauvreté, désinformation, discours de haine. Les « problèmes » habituels qui, collectivement, forment ce que le document appelle les « chocs mondiaux complexes ».

Ces « chocs » – nous dit le document – peuvent être traités par une série de « solutions » qui, elles aussi, ne sont pas surprenantes :

« *le respect du droit international* »,

« *coopération élargie* »,

« *un rôle accru pour les Nations unies* » et le mot à la mode post-covidique de prédilection :

« *interopérabilité* ».

Tout cela peut être défini de manière générale comme notre vieil ami le « gouvernement mondial ».

Comme on peut s'y attendre, il y est beaucoup question d'argent et de finances (les transferts massifs d'argent public vers le privé sont le moyen de rallier les entreprises et les fonds spéculatifs à votre cause autoritaire, après tout). Par exemple, l'action 9(28)(f) promet :

« ... un nouvel objectif collectif quantifié à partir d'un plancher de 100 milliards de dollars américains par an, en tenant compte des besoins et des priorités des pays en développement [pour lutter contre le changement climatique] ; »

100 milliards de dollars *par an*. Avec cette somme, on peut acheter beaucoup de « Science »TM.

Le langage le plus ouvertement autoritaire est réservé au contrôle de l'Internet (c'est presque toujours le cas), et les objectifs 3 et 4 de l'« Annexe du Pacte mondial pour le numérique » sont deux des rares à ne nécessiter que peu ou pas de traduction du tout, en s'engageant à :

« Favoriser un espace numérique inclusif, ouvert, sûr et sécurisé qui

respecte, protège et promeut les droits de l'homme [et] promouvoir des approches responsables, équitables et interopérables en matière de gouvernance des données. »

L'annexe poursuit en soulignant l'importance de l'« intégrité de l'information » [accentuation ajoutée] :

« 33. L'accès à des informations et à des connaissances pertinentes, fiables et exactes est essentiel pour un espace numérique inclusif, ouvert, sûr et sécurisé. La technologie peut faciliter la manipulation et l'interférence avec l'information d'une manière préjudiciable aux sociétés et aux individus, et avoir un impact négatif sur la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que sur la réalisation des objectifs de développement durable. »

« 34. Nous travaillerons ensemble pour promouvoir l'intégrité de l'information, la tolérance et le respect dans l'espace numérique, ainsi que pour protéger l'intégrité des processus démocratiques. Nous renforcerons la coopération internationale pour relever le défi de la désinformation et de l'incitation à la haine. »

Elle demande aux entreprises de technologie numérique de transmettre des informations privées aux chercheurs du gouvernement afin qu'ils puissent « lutter contre la désinformation » :

« Nous demandons instamment aux entreprises de technologie numérique et aux plateformes de médias sociaux d'améliorer la transparence et la responsabilité de leurs systèmes [et] de permettre aux chercheurs d'accéder aux données [...] afin de constituer une base de données sur la manière de lutter contre la désinformation et les discours haineux, qui puisse informer les politiques, les normes et les meilleures pratiques des gouvernements et de l'industrie [...]. »

Cela signifie censure et surveillance. Au cas où ce ne serait pas clair.

Et ça ?

« Nous nous engageons, d'ici à 2030, à concevoir et déployer des programmes d'enseignement de la maîtrise des médias numériques et de l'information pour faire en sorte que tous les utilisateurs aient les compétences et les connaissances nécessaires pour interagir de manière sûre et critique avec les contenus et avec les fournisseurs d'informations et pour renforcer la résilience face aux effets néfastes de la désinformation et de la mésinformation. »

Il s'agit d'un lavage de cerveau.

C'est très prévisible et très désagréable, mais comme je l'ai dit, rien de tout cela n'est nouveau.

Les *nouvelles* idées ne sont pas le rôle des sommets et des pactes, leur rôle est de renforcer les *anciennes* idées. Les hypothèses codées en dur sur lesquelles la classe politique fonctionne.

Former un consensus.

Et c'est précisément ce qu'a fait le Pacte de l'avenir – le pacte lui-même a été adopté sans vote. Pourquoi a-t-il été adopté sans vote ? Parce qu'il y a deux ans, la résolution A/RES/76/307 des Nations unies a convenu à l'avance :

« que le sommet adoptera un document final concis et orienté vers l'action intitulé "Un pacte pour l'avenir", convenu à l'avance par consensus dans le cadre de négociations intergouvernementales. »

Les objections de dernière minute de la Russie, soutenue par le Soudan, la Syrie, l'Iran, la Biélorussie et le Nicaragua, sont donc tout à fait inutiles, si ce n'est qu'elles sont tout à fait performatives.

Néanmoins, elles méritent d'être examinées.

Dans sa déclaration à l'ONU le 22 septembre, le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Sergey Vershinin, a affirmé :

« Dès le départ, ceux qui ont coordonné les travaux sur le projet n'y ont inclus que ce qui leur était dicté, principalement par les pays occidentaux. Les points de discorde se sont accumulés et n'ont jamais été résolus. Aucune de nos demandes de s'asseoir à la table des négociations pour en discuter n'a été satisfaite. Ce n'est pas ce que l'on considère et appelle le multilatéralisme, dont beaucoup aiment à parler. »

Dans le style éloquent qui le caractérise, Sergueï Lavrov a fait la remarque suivante :

« L'avenir de nos peuples ne peut être inventé dans une éprouvette avec la participation du secrétariat de l'ONU et des lobbyistes occidentaux. Il est important de prendre une décision sur cette question dans le cadre de négociations et de parvenir à un équilibre des intérêts. »

Toute forme de dissension sur la question du multilatéralisme – en

particulier en ce qui concerne le changement climatique et les médias sociaux – représente une rupture inhabituelle dans la tendance à l'harmonie mondiale totale sur ces questions.

S'agit-il d'une véritable rupture dans le soutien mondial à la « grande réinitialisation » ?

C'est possible, et nous pouvons tous l'espérer, mais n'exagérons pas. Nous savons que la Russie approuve pratiquement tous les aspects de la Grande Réinitialisation : la notion de changement climatique anthropique, l'Agenda 2030, la censure, les CBDC, l'identité numérique et... en fait, tout ce que l'on peut appeler l'agenda mondialiste.

Les objections qu'ils ont formulées ici ne semblent pas représenter un changement à cet égard. Ils ne semblent pas s'opposer à l'une ou l'autre de ces politiques spécifiques. Ils soulèvent des questions de consultation et de souveraineté nationale, de procédure et d'influence, plutôt que de rejeter les mythes fondateurs du pacte.

Celles-ci sont valables, bien sûr. Ne les minimisons pas.

Mais s'agit-il d'un rejet des valeurs mondialistes ?

S'agit-il pour la Russie de dire non à la Grande Réinitialisation, ou de dire qu'elle veut la mettre en œuvre selon ses propres conditions ?

Cette dernière représenterait-elle une quelconque victoire ou un quelconque avantage pour les citoyens russes ordinaires ?

S'agit-il de défendre un point de principe ? Ou s'agit-il d'un jeu de position dans l'ordre mondial multipolaire ? Dans ce contexte, le silence de la Chine mériterait d'être souligné, n'est-ce pas ?

Ou, plus cyniquement, faut-il lire ces objections avec le même scepticisme que les promesses extravagantes faites par des dirigeants de l'opposition qui savent qu'ils ne parviendront jamais au pouvoir et n'auront donc jamais à respecter leurs propres paroles ?

Après tout, les Russes savent que leurs objections ne pèsent pas lourd dans la balance puisqu'ils ont *déjà signé l'accord avant même qu'il ne soit conclu*, ce qui rend leurs objections purement symboliques à ce stade. Au mieux, il faut y voir un acte de naïveté insensée de la part de la Russie. Un autre acte autodestructeur dans une histoire récente d'actes autodestructeurs.

La Russie doit savoir qu'accepter de soutenir un document qui n'a pas encore été rédigé, *quoi qu'il en dise*, n'est peut-être pas la meilleure idée qui soit.

Mais, quelle que soit l'analyse que l'on fait de ces objections de dernière minute, elles ne sont que de la poussière dans le vent, car le pacte est désormais officiel.

Tous les pays du monde (même ceux qui ont soulevé des objections) conviennent désormais officiellement que le discours de haine et la désinformation sont le problème¹.

Tous les pays du monde (même ceux qui ont soulevé des objections) approuvent la fin de la vie privée et le renforcement de la censure comme solution.

Tous les pays du monde (tous) acceptent de consacrer au moins 100 milliards de dollars par an à la poursuite des « objectifs de développement durable » dans les pays en développement.

Et même ceux qui s'y sont opposés n'étaient pas en désaccord avec ces politiques. En effet, ils ont approuvé ces politiques à de nombreuses reprises.

Pour être tout à fait clair :

Il n'y a pas une seule voix dans la salle pour défendre la réalité.

Nous n'avons peut-être pas encore de gouvernement mondial formel, mais nous avons déjà un mondialisme d'idées, même s'il y a des désaccords sur la mise en œuvre.

C'est ainsi que le gouvernement mondial est en train de se former et qu'il finira par naître : par le biais d'un consensus rampant de problèmes fictifs et de « solutions » inutiles et souvent insensées, discrètement approuvées par toutes les nations du monde.

1 Cela est évoqué plusieurs fois dans le document – NDT